

formation au sujet des questions liées à la réforme d'un système de justice civile accessible, efficient et équitable.

Au Népal, la contribution du Canada à la Banque de développement asiatique en 2017-2018, par l'intermédiaire du Fonds de coopération pour le développement et l'égalité des genres, a soutenu la lutte contre la violence envers les femmes à Katmandou et dans les districts périphériques. En coopération avec la police nationale, des centres de service spéciaux ont été ouverts pour s'occuper des crimes commis contre les femmes et les enfants. Le projet a également construit deux centres dans les districts ruraux, qui servent les victimes et sont ouverts en permanence. L'équipe du projet a rédigé et distribué des manuels de formation et des procédures opérationnelles normalisées à l'intention des policiers, leur montrant comment traiter les victimes de violence basée sur le genre et de crimes connexes. Le projet a également soutenu des campagnes de sensibilisation du public à la violence envers les femmes et les enfants et aux moyens de prévention de cette violence.

Au Guatemala, le gouvernement du Canada a continué à défendre l'existence de la Commission internationale contre l'impunité parrainée par les Nations Unies. Cette commission, en partenariat avec le bureau du procureur général, a fait d'importants progrès dans la lutte contre l'impunité. Ces efforts se sont composés d'enquêtes, d'arrestations et de procédures judiciaires liées au haut niveau de corruption au Guatemala. Cela comprend les cas de corruption par les responsables de l'État, qui ont donné lieu à la disparition de millions de dollars en recettes publiques. Par conséquent, les citoyens exigent une meilleure reddition de compte de la part des autorités de tous les ordres de gouvernement. Ils insistent sur l'apport de changements structurels visant à augmenter la transparence et l'efficacité du gouvernement.

Au Honduras, le gouvernement du Canada, en collaboration avec l'UNICEF, a soutenu la création d'un système national de protection des enfants et de justice pour mineurs fondé sur les droits. Le Honduras reste l'un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine. Les jeunes, ainsi que les femmes et les Autochtones, sont les plus susceptibles de faire l'objet de violations des droits de la personne et de violence. À l'échelle locale, 109 tables municipales sur la protection des enfants ont été mises en place dans un tiers des municipalités du pays. (Les tables municipales sont des protocoles harmonisés destinés aux organes municipaux de coordination de la protection des enfants.) Le projet a également aidé 300 enfants à perfectionner leurs compétences en leadership, renforçant parallèlement le pouvoir des filles, et s'est assuré que les dirigeants politiques municipaux s'engagent dans les questions liées à la protection des enfants.

Au Pérou, le Programa Laboral de Desarrollo a mis en œuvre un projet de trois ans visant à améliorer la protection des droits des travailleurs à la liberté d'association et à la négociation collective. Le projet a également tenté d'améliorer l'équilibre des pouvoirs de négociation entre les intervenants du milieu du travail. Le soutien du Canada aidera le

ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi du Pérou à tenter de relever deux défis. Le premier consiste à aider le Ministère à renforcer sa capacité de faire respecter le droit national du travail. Le deuxième consiste à veiller à ce que le Ministère puisse apporter les changements nécessaires pour moderniser le processus de certification des syndicats. Les autorités judiciaires suivent également une formation spéciale visant à réduire les chevauchements dans les processus du tribunal du travail.

Au Costa Rica, l'Organisation internationale du Travail a mis en œuvre un projet à la suite des modifications apportées par ce pays à son code du travail, et le Canada a contribué à ces efforts. Le projet cible les conséquences des pratiques discriminatoires dans le secteur agricole de l'ananas en fonction de l'appartenance syndicale et du genre. La loi sur la réforme procédurale du travail, récemment approuvée, a modernisé le droit du travail dans ce pays. Les nouveaux régimes administratif et judiciaire renforcent le règlement des différends individuels et collectifs.

Comme le Kenya s'urbanise de plus en plus, la moitié des résidents de Nairobi vivent dans des lotissements non planifiés, comme Mukuru et Kiandutu. Le rythme du développement urbain n'a pas suivi la rapidité des migrations vers les zones urbaines. Les résidents des lotissements comme Mukuru et Kiandutu souffrent souvent d'une sorte d'amende à la pauvreté, car ils paient trois ou quatre fois plus cher pour les services que les quartiers plus aisés. Un projet soutenu par le CRDI a formulé des modèles juridiques et financiers et des modèles d'urbanisation permettant de résoudre cette pauvreté pénalisante. Le gouvernement régional de la ville de Nairobi a déclaré le lotissement de Mukuru zone d'aménagement spéciale en mars 2017, ce qui constitue un résultat direct du projet. Cette déclaration ouvre la voie au réaménagement du lotissement. Par la suite, le gouvernement de la ville de Kiambu a annoncé son intention de créer un plan d'aménagement pour le lotissement de Kiandutu grâce à un processus participatif.

## AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE

Lorsque les membres des groupes vulnérables et marginalisés prennent part à la vie publique de leur pays, en qualité d'électeurs, de fonctionnaires élus ou d'employés ou de cadres de la fonction publique, des sociétés pluralistes qui favorisent l'inclusion voient le jour.

Le Canada s'efforce de stimuler la participation des membres des groupes traditionnellement marginalisés, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. L'objectif consiste à leur faire jouer des rôles de leadership public et de les faire participer aux processus décisionnels et démocratiques de leur société. Pour en arriver là, il faut soutenir les processus de gouvernance locale et nationale, la participation à la vie politique, l'éducation civique et des réformes du secteur public qui favorisent la diversité.